

LE JECO

de la semaine

01 au 07 Février 2025



SOMMAIRE

EDBM : Niampy 433 ny orinasa nitsangana ara-dalàna.....	2
Coupe du Monde des traiteurs - La cuisine malgache s'offre une notoriété internationale.....	2
First Global Challenge 2025 : Lancement de la sélection de la Team Madagascar pour la Mondiale Robotique 2025.....	2
BRED Banque populaire : Arrivée stratégique avec annonce de grandes ambitions à Madagascar.....	3
Axian Telecom : Partenariat avec la BAD pour accélérer la transformation numérique.....	4
Secteur extractif : la Chambre des mines plaide pour la diversification des projets.....	5
Digitalisation de l'agriculture : Madagascar, à la conquête de la confiance des clients internationaux.....	5
Madagascar Airlines : Reprise des vols directs Tana-Paris.....	6
Afrique – La Tanzanie attire un nombre record de 5,36 millions de touristes en 2024.....	7
Guerre commerciale : la Chine réplique aux États-Unis en taxant les hydrocarbures américains et s'en prend aussi à Google.....	7
Agriculture – L'autosuffisance rizicole pour 2025 et l'exportation de riz en 2027 comme objectif de l'Etat.....	8
Négociations Délicates - Séjour discret des émissaires du FMI.....	8
PortES : Une plateforme de centralisation des données économiques.....	9
Développement industriel : partage des meilleures pratiques avec l'Onudi.....	9
Politique monétaire : la BFM maintient ses taux directeurs.....	10
Carburants – Les prix du gasoil et du pétrole lampant en hausse, celui du sans plomb en baisse de 200 ariary.....	10
Conjoncture économique - Le taux d'inflation sous contrôle.....	11
Prix du carburant - Le sans plomb baisse, le gasoil en hausse.....	11
Projet riz hybride : Pour booster la production rizicole.....	12
QMM : A fonds dans l'engagement durable.....	13
Commerce international - Quelques produits soutiennent l'exportation.....	14
Énergie solaire : Vers la formation de la 8e promotion du programme BC Madagascar.....	14
Suspension des aides : Une opportunité pour l'indépendance énergétique, selon l'AEC.....	15
Industrialisation : Priorité au démarrage de la sucrerie de Mahatalaky.....	15
Collecte et gestion de déchets : lancement de "Recycle Now".....	16
Taux d'inflation 2025 : des perspectives contrastées.....	16

EDBM : Niampy 433 ny orinasa nitsangana ara-dalàna

HENINTSOA H. | 01 FÉVRIER | LES NOUVELLES

Mitotaly 433 ireo orinasa nisoratra anarana eny anivon'ny Economic Development Board of Madagascar (EDBM), nandritra ny telo volana faran'ny taona 2024. Nahitam-piakarany 20,2% ity tarehimarika ity raha oharina ny tamin'ny taona 2023, hoy ny fanazavana voaray. Orinasa manana mpiara-miombon'antoka malagasy maro anisa ny 70%-n'ireo orinasa voalaza etsy ambony. Ahitana mpiara-miombon'antoka vahiny kosa ny 30%. Lohalaharana amin'izany ny teratany sinoa, manaraka azy ny teratany frantsay, ny karana. Eo amin'ny laharahana fahefatra

ny pakistaney ary farany ny teratany maorisianina. Ny sokajim-pihariana fahatelo mifantoka amin'ny varotra sy ny tolotrasa na servisy no betsaka amin'ireo orinasa vao niforona. Tafakatra hatrany amin'ny 81,1% ny orinasa misehatra amin'izany raha 17,1% ireo misehatra amin'ny sokajim-pihariana faharoa misy ny indostria sy ny fanodinam-bokatra. Mbola ambany ka 1,8% monja ireo orinasa misehatra amin'ny sokajim-pihariana voalohany misy ny fambolena sy ny fiompiana.

Coupe du Monde des traiteurs - La cuisine malgache s'offre une notoriété internationale

IRINA TSIMIJALY | 03 Février | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'équipe malgache a remporté la 4e place à l'International Catering Cup. Cette performance met en avant le talent culinaire du pays.

Madagascar a marqué les esprits lors de la 9e édition de l'International Catering Cup, en décrochant la 4e place avec un score de 1 490 points. La France a remporté la compétition avec 1 737 points, suivie par l'Italie (1 498 points) et le Japon (1 497 points). Cette performance exceptionnelle témoigne du savoir-faire culinaire malgache et de son potentiel à rivaliser avec les grandes nations gastronomiques.

De retour au pays le samedi 1er février, l'équipe a été chaleureusement accueillie à l'aéroport d'Ivato, en présence du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Viviane Dewa, accompagnée de sa famille et de plusieurs collaborateurs.

Un défi relevé

« Notre participation à ce concours représente un véritable exploit », a déclaré le chef Lalaina Ravelomanana, leader de l'équipe malgache. Aux côtés des cheffes Fenosoa Rahajamalala et Bodo Rakotovo, il a su imposer Madagascar parmi l'élite mondiale de la gastronomie. Leur prestation a été d'autant plus remarquable que les deux cheffes ne sont pas encore officiellement reconnues comme cheffes, un fait rare à ce niveau de compétition. L'équipe malgache a également remporté le prix du meilleur dessert et s'est distinguée en présentant le plus jeune participant du concours. Une reconnaissance qui prouve

le dynamisme et le potentiel de la nouvelle génération de chefs malgaches.



Madagascar s'est mesuré à douze nations, démontrant ainsi l'excellence de ses produits phares tels que la vanille, le chocolat, la langouste, le foie gras, les fruits de mer et la viande rouge. Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat s'engage à valoriser la gastronomie malgache comme un atout majeur pour l'image et le développement du pays.

« Nous continuerons à soutenir les talents qui porteront fièrement les couleurs de Madagascar », a affirmé la ministre Viviane Dewa.

Pour Lalaina Ravelomanana, cette expérience ouvre la voie à de nouvelles opportunités et partenariats internationaux. L'objectif est désormais de viser encore plus haut : le prestigieux concours du Bocuse d'Or.

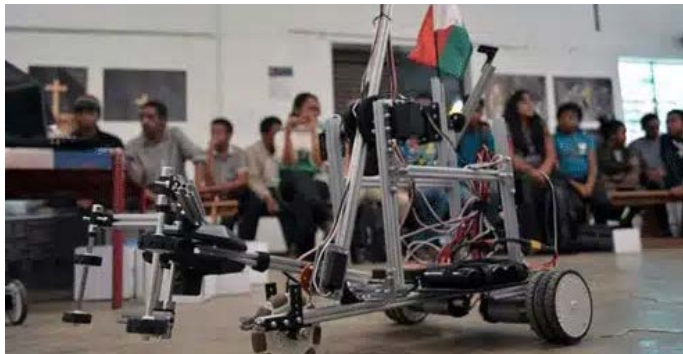
First Global Challenge 2025 : Lancement de la sélection de la Team Madagascar pour la Mondiale Robotique 2025

ANTSIA R. | 03 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

STEM For Good, la division compétitive dédiée à la promotion des talents en Science, Technologie, Ingénierie et Mathématiques (STEM) à Madagascar, a annoncé l'ouverture des candidatures pour la sélection de la Team

Madagascar en vue du FIRST Global Challenge 2025. Cette compétition internationale de robotique, qui réunit chaque année plus de 190 pays, offre aux jeunes talents une opportunité unique de briller sur la scène mondiale.

Selon les organisateurs, les jeunes passionnés de STEM âgés de 13 à 17 ans, encore scolarisés dans des établissements secondaires à Madagascar, sont invités à postuler. STEM For Good encourage les STEM Clubs et établissements éducatifs du pays à proposer leurs meilleurs candidats. Ces talents devront non seulement exceller dans les domaines scientifiques et technologiques, mais aussi avoir un bon niveau d'anglais, afin de pouvoir évoluer dans le cadre international de la compétition.



Envergure mondiale

Le FIRST Global Challenge est l'une des compétitions de robotique les plus prestigieuses au monde. Chaque année, elle permet à des équipes de différents pays de s'affronter en relevant des défis technologiques innovants. L'édition

2025 se déroulera en septembre ou octobre, et le pays hôte sera annoncé officiellement le 5 février. Ce concours représente un moment phare pour les jeunes, qui ont l'opportunité de démontrer leur ingéniosité et de se mesurer aux meilleurs talents mondiaux. À noter que l'édition 2024, tenue à Athènes, restera gravée dans les mémoires, avec la victoire historique de la Team Madagascar. Grâce à un travail acharné et une ingéniosité remarquable, l'équipe malgache a décroché la médaille d'or lors de la finale des alliances, prouvant ainsi son savoir-faire exceptionnel. Forts de cette victoire, les jeunes talents malgaches se préparent à défendre leur titre en 2025.

Candidatures

D'après STEM For Good, les candidatures seront ouvertes à partir du 6 février 2025. Les STEM Clubs et établissements intéressés peuvent soumettre un dossier de candidature via le site officiel www.opportunities.mg. Les jeunes sélectionnés bénéficieront d'un encadrement de qualité et d'une formation intensive afin de représenter Madagascar avec fierté et brio lors du FIRST Global Challenge 2025. « Nous voulons offrir aux jeunes passionnés de robotique l'opportunité de se surpasser et de montrer au monde le talent malgache. Nous sommes déterminés à défendre notre titre en 2025 », a affirmé Sahaza Marline R., mentor de la Team Madagascar et fondateur de STEM For Good. STEM For Good continue ainsi de promouvoir l'éducation en sciences et technologies à Madagascar, en préparant les jeunes à relever les défis du futur.

BRED Banque populaire : Arrivée stratégique avec annonce de grandes ambitions à Madagascar

ANTSA R. | 03 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Le 30 janvier dernier, la Résidence de France à Ivandry a accueilli une réception marquant un tournant important dans l'histoire du secteur bancaire à Madagascar. Les dirigeants de la BRED promettent des solutions innovantes et adaptées au contexte local.

La banque Société générale, plus connue par le public sous son ancienne identité « BFV-SG » devient BRED Madagasikara Banque Populaire. La banque coopérative française, membre du Groupe BPCE, a officiellement annoncé son implantation à Madagascar, renforçant ainsi sa présence dans la région de l'Océan Indien. À travers cette initiative, la BRED ambitionne non seulement de soutenir l'économie locale mais aussi de contribuer au développement durable de Madagascar. Fondée en 1919, la BRED Banque populaire se distingue par son modèle coopératif unique, où les sociétaires, aussi clients de la banque, détiennent le capital social.

Solide

Le réseau de la BRED s'étend aujourd'hui sur 411 implantations, tant en France qu'à l'international, avec une présence notable en Île-de-France, en Normandie, en outre-mer et dans des régions stratégiques comme l'Asie du Sud-Est, le Pacifique Sud et la Corne de l'Afrique. Avec un chiffre d'affaires consolidé de 1,34 milliard d'euros en

2023 et un résultat net de 319 millions d'euros, la BRED affiche une solidité financière impressionnante. Le groupe emploie plus de 6 300 collaborateurs, dont près de 40% à l'international. Cette stabilité et cette expertise diversifiée lui permettent de proposer des services de banque de détail, de gestion privée, de financement du négoce international et bien plus encore.

Une étape clé

L'arrivée de la BRED à Madagascar prend une dimension stratégique majeure. Le 20 décembre 2024, la banque a finalisé l'acquisition de la Société Générale Madagasikara, devenant ainsi le principal actionnaire de la première banque du pays. Cette acquisition renforce non seulement sa position en Océan Indien, mais aussi son engagement à long terme pour le développement économique de Madagascar. Jean-Paul Julia, directeur général de la BRED Banque populaire depuis 2023, a souligné l'importance de cette acquisition : « Avec cette nouvelle étape à Madagascar, la BRED est désormais le principal acteur financier dans la zone de l'Océan Indien. Nous sommes fiers de contribuer au développement économique de cette région prometteuse, en particulier pour les entreprises locales. » La BRED, avec 1 000 collaborateurs et 70 agences à Madagascar, est déjà bien implantée et

accompagne près de 300 000 clients dans des secteurs variés, de l'accompagnement des PME à la gestion des grands comptes institutionnels. L'objectif est clair : adapter les services de la banque aux besoins spécifiques des entreprises et des particuliers malgaches, en particulier dans un contexte où les PME et les artisans jouent un rôle central dans l'économie locale.



PME et développement durable

Thierry Charras Gillot, DG de BRED Madagasikara Banque Populaire, a affirmé que la banque accorderait une attention particulière aux petites et moyennes entreprises (PME), un secteur qu'il considère comme essentiel à l'ADN de la BRED. « Nos racines remontent à 1919, avec des PME, des artisans et des commerçants qui ont été les fondateurs de notre banque. Nous restons proches de cette clientèle tout en étant ouverts à toutes les autres », a-t-il précisé. L'approche de la BRED vise à

soutenir le développement des entreprises locales, en leur fournissant des solutions de financement adaptées à leurs besoins et en contribuant à la création de valeur durable. Cela inclut des initiatives visant à soutenir les projets d'entrepreneuriat féminin et à favoriser la transition vers une économie plus verte, notamment grâce à des financements d'initiatives respectueuses de l'environnement.

Perspectives

La présence de la BRED à Madagascar s'inscrit également dans une démarche plus large de renforcement des liens économiques entre la France et Madagascar. Arnaud Guillois, ambassadeur de France à Madagascar, a souligné que « la BRED, en prenant la relève de la Société Générale, maintient la présence d'une grande banque de l'OCDE à Madagascar, ce qui est essentiel pour le développement du secteur financier du pays ». En parallèle, Rindra Hasimbelo Rabarininarison, ministre de l'Économie et des Finances, a exprimé son enthousiasme face à cette nouvelle collaboration : « L'arrivée de la BRED marque un tournant pour Madagascar. C'est un signal fort de confiance qui ouvre la voie à de nouvelles opportunités pour les entreprises et les investisseurs. Nous sommes impatients de voir les retombées économiques positives que cette initiative engendrera pour notre pays. » Bref, l'arrivée de la BRED Banque populaire à Madagascar est un tournant stratégique pour l'Océan Indien. Cette initiative s'inscrit dans une volonté de soutenir la croissance des entreprises locales, tout en répondant aux enjeux sociaux et environnementaux de la région. Un avenir prometteur semble s'ouvrir pour la banque et pour Madagascar.

Axian Telecom : Partenariat avec la BAD pour accélérer la transformation numérique

ANTSA R. | 03 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

La Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un prêt de 160 millions de dollars pour soutenir AXIAN Telecom dans l'expansion de l'accès numérique et l'inclusion financière en Afrique. Ce financement vise à moderniser et étendre l'infrastructure du réseau d'AXIAN Telecom, notamment avec l'introduction de la 4G et de la 5G dans neuf pays africains. AXIAN, déjà leader dans la transformation numérique, compte 42,9 millions d'abonnés mobiles et 15,2 millions d'utilisateurs de services financiers mobiles. L'un des objectifs majeurs du partenariat est de réduire les inégalités de genre, particulièrement en matière d'accès aux services financiers. Plus de 10 millions de dollars seront alloués à l'autonomisation de 22 000 femmes entrepreneuses à Madagascar, via la plateforme Mvola d'AXIAN. En effet, l'un des objectifs principaux de cette initiative est de lutter contre les inégalités de genre, notamment en matière d'accès aux services financiers. Ce projet permettra à ces femmes d'accéder à des services financiers essentiels pour développer leurs entreprises.

Transformation

Un don supplémentaire de 2,5 millions de dollars soutiendra l'éducation financière et l'accès au crédit pour 34 000 entreprises dirigées par des femmes à Madagascar, en Tanzanie et au Sénégal. Ce financement vise à favoriser leur transition vers l'économie formelle et à soutenir leur croissance durable. Solomon Quaynor, vice-président de la BAD, a souligné que ce financement reflète l'engagement de la Banque pour une transformation numérique inclusive, en favorisant l'innovation et la croissance durable. Hassan Jaber, PDG d'AXIAN Telecom, a ajouté que ce partenariat renforce l'accès abordable à Internet et s'inscrit dans la stratégie de l'entreprise, avec la marque Yas, pour connecter une jeunesse africaine dynamique. Ce projet soutient les priorités de la BAD, notamment « Industrialiser l'Afrique » et « Intégrer l'Afrique », en renforçant la connectivité numérique et l'inclusion financière à travers le continent.

Secteur extractif : la Chambre des mines plaide pour la diversification des projets

ARH. | 03 FÉVRIER | LES NOUVELLES

Le secteur minier représente plus de 90% du PIB qui proviennent principalement de deux exploitations, à savoir Ambatovy et QMM. La levée de la suspension de Base Toliara n'étant effective que depuis novembre 2024. Et cette situation présente des risques importants à l'économie malgache si l'une de ces compagnies se trouvent en difficulté.

Face à ce constat, la Chambre des mines de Madagascar, par la voix de son président Jean-Luc Marquetoux, plaide pour la réouverture de l'octroi des permis miniers, afin de diversifier et dynamiser l'industrie extractive dans le pays. L'enjeu est de taille car le secteur minier est un moteur essentiel de l'économie malgache, avec une contribution à hauteur de 317,61 milliards d'ariary, selon l'Initiative pour la transparence des industries extractives (EITI). Aussi, en matière d'Investissements directs étrangers (IDE) à Madagascar, les deux plus grandes mines du pays ont investi environ 8,13 milliards de dollars depuis 2005. Et plus récemment, la société Base Toliara a injecté plus de 700 millions de dollars dans ses projets.

« Soutenir le développement de nouveaux projets, permettrait de diluer ces risques et de créer un secteur plus dynamique », explique le président de la Chambre des mines de Madagascar, Jean-Luc Marquetoux sur RFI.

Les industriels miniers attendent avec impatience une décision de l'Etat. Ambatovy, l'un des acteurs majeurs du secteur, optimise ses processus de production pour réduire ses coûts et garantir la pérennité de ses activités, suivant ainsi l'exemple de certaines entreprises en Nouvelle-Calédonie contraintes à la fermeture.

Un gel des permis aux conséquences lourdes

Malgré l'adoption d'un nouveau code minier et les annonces de réformes, le gel des permis miniers, depuis plus de douze ans, freine le développement du secteur. La Chambre des mines de Madagascar estime que « cette situation bloque non seulement les nouveaux investissements, mais nuit également à l'image du pays auprès des investisseurs étrangers ». En outre, ce blocage alimente « un climat de corruption et fragilise la transparence du secteur ».

Alors que la diversification de l'industrie minière pourrait apporter des bénéfices considérables. Outre la création de milliers d'emplois, elle favoriserait le développement d'infrastructures locales et l'augmentation des recettes fiscales. Une gestion responsable des ressources naturelles renforcerait également la transparence et garantirait un développement durable, bénéfique pour les générations futures.

Le gouvernement malgache a aujourd'hui l'opportunité de transformer cette crise en levier de croissance en adoptant une approche proactive. Ainsi, pour la Chambre des mines, relancer l'octroi des permis miniers pourrait marquer un tournant économique décisif.

« C'est à mon avis un élément supplémentaire qui va dans le sens de la réouverture des permis miniers et de passer à un secteur minier plus dynamique, plus diversifié au soutien de l'économie nationale », soutient Jean-Luc Marquetoux.

Digitalisation de l'agriculture : Madagascar, à la conquête de la confiance des clients internationaux

NAVALONA R. | 04 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Madagascar va participer activement au plus grand salon mondial de l'alimentation et de l'agriculture biologiques qui se tiendra du 11 au 14 février 2024 à Nuremberg en Allemagne.

« Madagascar autrement » est le thème à présenter dans le cadre de cet événement d'envergure internationale. La Grande île y sera représentée par une forte délégation composée par les représentants des ministères concernés ainsi que 13 entreprises membres du Syndicat malgache de l'agriculture biologique (SYMABIO) qui vont détenir un stand dit « Pavillon Madagascar » durant quatre jours. « Notre objectif est de soutenir le pays à la conquête de la confiance des clients internationaux, qu'ils soient des utilisateurs des produits biologiques ou des consommateurs finaux à travers la digitalisation de l'agriculture », a expliqué Faly Rasamimanana, le PDG du groupe Faly Export qui plus est, membre du SYMABIO, à la presse hier.

Suivi en temps réel

En effet, « l'utilisation de la nouvelle application dénommée « Holy Appli » est bel et bien effective et prouvée au niveau de nos sites de production. Cet outil digital permet à la Grande île de se démarquer des autres pays producteurs concurrents tout en améliorant notre compétitivité à l'échelle internationale. Nous avons également prôné l'application d'un « social business » qui permet d'améliorer l'insécurité alimentaire, et par la suite, la santé publique ainsi que de répondre aux besoins et aux exigences du marché international. Ce « social business » vise à développer des activités économiques ayant des impacts sociaux sur les zones d'intervention des entreprises », a-t-il fait savoir. Toujours dans le cadre de cette digitalisation

de l'agriculture, cet initiateur du projet de développement durable et inclusif a avancé que les acteurs œuvrant dans l'agriculture biologique sont en mesure de prouver que des intrants agricoles dont des engrais organiques, des biopesticides et des semences sélectionnées, sont bien utilisés sur le terrain. Ils sont aussi en mesure de réaliser un suivi-évaluation en temps réel de l'évolution de la situation au niveau des sites de production via des outils digitaux afin de conquérir la confiance des clients internationaux.

Formation à distance

Dans la même foulée, l'ONG ADID (Agence de développement inclusif et durable) qui n'est autre que la filiale du groupe Faly Export, se charge de l'harmonisation de toutes les actions y afférentes et de la coordination de tous les acteurs concernés faisant partie des maillons de chaque chaîne de valeur. « Le but est de ne laisser aucun acteur pour compte afin d'améliorer la compétitivité de Madagascar », a poursuivi Faly Rasamimanana. Hormis cela, son groupe a beaucoup investi dans la mise en place d'un centre de formation des producteurs sur les itinéraires et les bonnes pratiques agricoles n'ayant aucune intervention des produits chimiques. « Des formations à distance sont en même temps développées grâce à la distribution des outils digitaux dans les sites de production. A titre d'illustration, nous avons mis à disposition de la commune de Foulpointe et des coopératives de producteurs partenaires, une connexion internet Starlink et des smartphones pour faciliter la mise en relation directe avec les producteurs en leur dispensant des formations ou en résolvant en temps réel les éventuelles contraintes liées à la production. Le SYMABIO a également contribué à la connectivité des onze fokontany dans la commune de Foulpointe via leur dotation des équipements solaires. Cette formation à distance permet de combler l'insuffisance de l'effectif des techniciens agricoles travaillant sur le terrain, pour ce faire. L'objectif est de faire de Foulpointe

une commune pilote en matière de développement durable et d'agriculture biologique en Afrique », a-t-il enchaîné.



Facilitation de l'État

Et lui de préciser que les producteurs bénéficiaires de cette digitalisation ont l'obligation d'effectuer un compte-rendu en temps réel de la situation sur les lieux de production dans chaque fokontany. Ce promoteur reste ainsi convaincu que ce suivi-évaluation en temps réel du système de production d'agriculture biologique et durable va redorer l'image de Madagascar sur le plan international. En outre, l'ONG ADID et l'ONG Missouri Botanic Garden travaillent de concert pour la protection de la réserve d'Analalava près de Foulpointe dans le but de préserver l'équilibre écologique des zones de production. Il est à rappeler que l'État a déjà identifié 100 000 ha répartis dans 6 régions qui sont propices au développement de l'agriculture biologique dans le pays en mettant en place des Territoires d'agriculture durable et des territoires à vocation d'agriculture biologique. Le secteur privé, de son côté, n'a cessé d'investir dans ce domaine en prouvant des impacts sociaux afin de redorer l'image de Madagascar sur le marché international tout en demandant que la facilitation de la part de l'État.

Madagascar Airlines : Reprise des vols directs Tana-Paris

R.EDMOND. | 04 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Madagascar Airlines est de retour sur le long courrier. La compagnie annonce la reprise des vols directs sur la ligne Paris-Antananarivo.

Cette reprise, effective dès aujourd'hui, résulte d'un accord de partage de code (codeshare) entre Madagascar Airlines et Air France.

Élargissement de connectivité

Il s'agit, selon la compagnie aérienne nationale « d'un partenariat qui marque une nouvelle étape dans l'évolution de la coopération entre les deux compagnies ». Dans la pratique, cette reprise ne signifie pas un retour des appareils de Madagascar Airlines puisque les vols seront opérés par Air France avec ses avions, mais porteront les numéros MD7050 pour la liaison Antananarivo – Paris et MD7051 pour le trajet retour. La fréquence des vols sera de 4 à 5 rotations hebdomadaires selon les périodes avec possibilité de monter à 7 rotations hebdomadaires en

haute saison. Madagascar Airlines annonce également un élargissement de la connectivité. En effet, le partenariat avec Air France permettra aux passagers de Madagascar Airlines de bénéficier de nouvelles opportunités de voyage au-delà de Paris. La compagnie propose désormais une connexion vers 10 destinations supplémentaires en Europe. Il s'agit en l'occurrence de Marseille, Lyon, Milan, Francfort, Barcelone, Berlin, Budapest, Prague, Sofia et Bucarest.

Avantages

Pour Madagascar Airlines, ce partenariat équivaut à la réaffirmation de son engagement pour la promotion de la destination Madagascar, en alignement avec les objectifs du gouvernement en matière de tourisme. Les passagers

quant à eux, auront droit à un certain nombre d'avantages comme la possibilité de combiner sur un seul billet la liaison Paris-Antananarivo avec des correspondances vers les autres provinces du pays ou sur d'autres villes européennes. Thierry de Bailleul, CEO de Madagascar Airlines déclare : « Ce partenariat avec Air France marque

une avancée stratégique pour Madagascar Airlines permettant à notre compagnie de proposer une offre élargie et compétitive ; d'offrir à nos passagers une meilleure connectivité ainsi qu'une plus grande flexibilité dans leurs voyages, tout en affichant notre marque nationale sur les marchés européens ».

Afrique – La Tanzanie attire un nombre record de 5,36 millions de touristes en 2024

04 FÉVRIER | 2424.MG

Dar Es Salam, 1er février (Xinhua) — La Tanzanie a accueilli 5,36 millions de touristes en 2024, un record qui dépasse son objectif d'attirer 5 millions de touristes d'ici à 2025, a déclaré vendredi Pindi Chana, ministre des Ressources naturelles et du tourisme. Lors d'une réunion des parties prenantes de l'industrie du tourisme, qui a rassemblé des investisseurs, des tour-opérateurs et des responsables du gouvernement dans la ville portuaire de Dar es Salaam, Pindi Chana a dit que sur le total des touristes qui ont visité les attractions du pays, 3,22 millions étaient des touristes nationaux et 2,14 millions des visiteurs internationaux.

Le secteur du tourisme a généré environ 4 milliards de dollars américains de recettes l'année dernière, ce qui est inférieur à l'objectif ambitieux fixé par le gouvernement,

qui est d'enregistrer 6 milliards de dollars américains d'ici à décembre 2025.

La ministre a attribué le nombre impressionnant de touristes aux efforts stratégiques du gouvernement pour promouvoir l'industrie après les défis causés par la pandémie de COVID-19 au cours des dernières années. « Ces efforts ont permis de mettre en valeur les paysages à couper le souffle et le riche patrimoine culturel de la Tanzanie, faisant de ce pays une destination touristique de choix », a dit Pindi Chana.

La réunion a également servi de plateforme pour discuter des stratégies futures, la ministre soulignant la nécessité d'une collaboration continue entre les parties prenantes afin d'améliorer l'offre touristique de la Tanzanie.

Guerre commerciale : la Chine réplique aux États-Unis en taxant les hydrocarbures américains et s'en prend aussi à Google

04 FÉVRIER | LEFIGARO

Pékin va notamment imposer des droits de douane de 15% sur les importations de charbon et de gaz naturel liquéfié (GNL) américains.



Passer la publicité

La réponse de Pékin à Donald Trump. La Chine a annoncé ce mardi qu'elle allait imposer des droits de douane de 15% sur les importations de charbon et de gaz naturel liquéfié (GNL) américains, durcissant sa position dans le bras de fer commercial engagé par Donald Trump. Par ailleurs, des taxes douanières de 10% seront infligées aux importations de pétrole américain et à d'autres catégories de biens venant des États-Unis : machines agricoles,

véhicules de sports de grosse cylindrée et camionnettes, a ajouté le ministère des Finances.

Les nouveaux droits de douane doivent entrer en vigueur le 10 février, a-t-il annoncé. Ces annonces de Pékin sont une réplique immédiate à l'entrée en vigueur, mardi à 2h GMT, d'une augmentation de 10% par les États-Unis des droits de douane américains sur l'ensemble des produits importés de Chine. Ces taxes américaines promulguées par Donald Trump « violent gravement les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ne font rien pour résoudre les propres problèmes (des États-Unis) et perturbe la coopération économique et commerciale normale » entre les deux pays, a insisté le ministère chinois.

Pékin a ainsi indiqué avoir déposé plainte auprès de l'OMC à la suite de la hausse des droits de douane américains sur les produits chinois. « La Chine, pour défendre ses droits légitimes, a déposé une plainte sur les droits de douane américains devant le mécanisme de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce », a précisé dans un communiqué le ministère chinois du Commerce. Ces annonces chinoises interviennent par ailleurs en amont d'une possible discussion imminente entre le président chinois Xi Jinping et son homologue américain Donald Trump, annoncée lundi

« probablement » dans « les 24 heures » par la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt.

Enquête anti-monopole contre Google

Parallèlement, Pékin a annoncé ouvrir une enquête contre le géant technologique américain Google, qu'elle dit soupçonner d'avoir enfreint sa réglementation anti-monopole. « Google étant soupçonné d'avoir violé la loi anti-monopole de la République populaire de Chine, l'agence étatique pour la régulation du marché a lancé une enquête (sur le groupe américain) conformément à la loi », a déclaré l'organisation gouvernementale dans un communiqué. La Chine a dans le même temps annoncé l'ajout du groupe de prêt-à-porter américain PVH Corp., qui possède Tommy Hilfiger et Calvin Klein, et le géant de la biotechnologie Illumina à une liste d'« entités peu fiables ». La mesure vise à « préserver la souveraineté nationale, la sécurité

et les intérêts en matière de développement », affirme le ministère chinois du commerce dans un communiqué. « Ces deux entités ont enfreint les principes d'échanges commerciaux en interrompant leurs transactions avec des entreprises chinoises et en adoptant des mesures discriminatoires à leur encontre », ajoute le communiqué. La Chine a annoncé en septembre une enquête visant PVH Corp. pour « boycott déraisonnable » du coton provenant de la région du Xinjiang, où Pékin est accusé de violations massives des droits de l'homme de minorités musulmanes.

En annonçant de massifs droits de douane au Canada, au Mexique et à la Chine Donald Trump avait notamment affirmé vouloir forcer ces trois pays à agir pour diminuer le trafic de fentanyl, un opioïde responsable d'une grave crise sanitaire aux États-Unis. La Chine, de son côté, nie toute passivité dans ce dossier.

Agriculture – L'autosuffisance rizicole pour 2025 et l'exportation de riz en 2027 comme objectif de l'Etat

04 FÉVRIER | 2424.MG

Antananarivo, 3 Février, 10h55 – Ambitions maintenues. Madagascar devrait atteindre l'autosuffisance rizicole cette année et parvenir à être un exportateur régional de riz en 2027. Ce sont des objectifs étatiques rapportés du Conseil des ministres de mercredi, qui avait approuvé la communication relative à la distribution des intrants agricoles dans le cadre du programme Riz Hybride. Les autorités malgaches prévoient une hausse de la production rizicole, dont un surplus de 1 million de tonnes de paddy, incluant 176 000 tonnes de riz hybride. Ceci permettra au pays de réduire d'abord ces importations de riz, tout en étant autosuffisant mais également être en mesure d'exporter du riz dès 2027, selon ce qui avait été exposé dans le compte rendu de ce Conseil des ministres. Un programme de distribution d'intrants agricoles est lancé, engageant le Secrétariat d'Etat en charge de la

Souveraineté alimentaire ainsi que les acteurs publics et privés du secteur agricole. La campagne est officiellement lancée ce lundi par le président de la République à Tananabe, et devrait se poursuivre dans dans 12 régions. En tout, pour cette phase, 200 tonnes de riz hybride, 2 400 tonnes d'engrais NPK, 800 tonnes d'urées ainsi que 2 800 tonnes d'engrais seront distribuées. Cette initiative couvre 8 000 hectares avec un objectif de rendement de 7 à 10 tonnes par hectare pour la campagne de janvier-avril 2025, précise ce document. Il est également prévu l'octroi de 2 133 vanneuses et de 2 133 batteuses pour parvenir à la réduction à 5% des pertes post-récolte mais aussi pour l'accompagnement de la professionnalisation des acteurs agricoles.

Négociations Délicates - Séjour discret des émissaires du FMI

ERIC RANJALAHY | 05 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une délégation du FMI a discrètement séjourné à Madagascar. Cette visite intervient avant une mission clé qui déterminera le versement de nouveaux financements.

Une visite en catimini. Quatre missionnaires du Fonds monétaire international (FMI) ont séjourné dans le pays du 23 janvier jusqu'à hier. Une délégation conduite par Jean-Luc Hélias. Aucun tapage médiatique n'a été entendu autour des travaux en profondeur qu'ils ont effectués, à part que « ces techniciens ont eu une première réunion de travail avec la ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison. »

Selon la version officielle sur l'objet de cette rencontre, « les deux parties ont évoqué des questions relatives à la bonne gouvernance et à la lutte contre la corruption pour sortir un modèle qui sied le mieux au contexte

et aux réalités malgaches », une information annoncée par la page Facebook du ministère de l'Économie et des Finances (MEF) du 23 janvier.

La présence de Germain, directeur général des impôts, et d'Ernest Lainkana Zafivanona, celui des douanes, à cette rencontre n'a pas échappé aux yeux des observateurs. Il n'est pas dans les habitudes du FMI d'envoyer des éclaireurs avant la venue de la mission de revue de ses programmes, prévue pour se tenir ce mois de février, désormais confiée au Camerounais Constant Lonkeng Nguouana.

Il remplace le Français Frédéric Lambert et aura ainsi à boucler les discussions sur les premières revues des programmes de la nouvelle configuration de la Facilité élargie de crédit (FEC) et de la première mouture de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD).

Effective

Le Conseil d'administration du FMI, sur la base des appréciations de cette mission, mais avec ses propres latitudes de décision, devra alors se prononcer à la fin de ce mois sur l'octroi de la seconde tranche de la FEC, d'environ 24,4 millions de DTS, soit une trentaine de millions de dollars, ainsi que sur l'approbation du FRD. Pour la FEC,

il a été attendu du gouvernement la mise en œuvre du mécanisme de fixation automatique des prix du carburant. « Déjà effective depuis le 17 janvier », selon le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Olivier Jean Baptiste. À la surprise générale, les prix du supercarburant et du gasoil ont été révisés à la baisse. Celui du pétrole lampant est maintenu à son niveau de juillet 2022, à 2 730 ariary le litre, alors qu'il bénéficie de la plus grosse subvention de la part de l'État.

Cette démarche du gouvernement a-t-elle répondu aux réelles attentes du FMI ? Les fluctuations à la pompe devraient intervenir entre le 6 et le 10 du mois, prévient Olivier Jean-Baptiste. Il sera jugé sur pièces.

PortES : Une plateforme de centralisation des données économiques

R.EDMOND. | 05 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Le développement économique nécessite la disponibilité de données socioéconomiques fiables et pertinentes pour la prise de décision éclairée et innovatrice.

C'est dans ce contexte que le ministère de l'Économie et des Finances lance le Portail Économique et Social de Madagascar (PortES).

Riche en informations

Une initiative qui a le mérite de permettre une meilleure gestion des décisions économiques. Le PortES, dont le lancement a eu lieu, hier au Carlton, est, en effet, une plateforme numérique interactive qui centralise des données socioéconomiques actualisées, offrant ainsi un outil précieux pour le pilotage des politiques publiques, l'attractivité des investissements privés et la recherche académique. « Ce portail se positionne comme un instrument clé au service des décideurs publics, des investisseurs nationaux et internationaux, du monde académique, ainsi que de la société civile » a-t-on déclaré, hier. Un portail riche en informations avec six rubriques de données. En l'occurrence, l'économie nationale, l'économie régionale, les indicateurs de programmes, les aides publiques au développement, les documents cadres, et les études et recherches.

Compétences nationales

Le PortES peut aussi être qualifié de produit des compétences nationales du secteur public. Il a été développé par les équipes techniques du Ministère de l'Économie et des Finances, notamment la Direction des Etudes et de la Programmation, avec l'appui de partenaires stratégiques tels que Banky Foiben'i Madagasikara et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Portail est le résultat d'une collaboration visant à renforcer l'écosystème économique et social de Madagascar.



À travers le lancement de PortES, le ministère de l'Économie et des Finances réaffirme son engagement à promouvoir la bonne gouvernance à travers la transparence, la redevabilité, l'innovation et le développement durable en facilitant l'accès à des informations socioéconomiques de qualité.

Développement industriel : partage des meilleures pratiques avec l'Onudi

JEAN RIANA | 05 FÉVRIER | LES NOUVELLES

Lors d'un atelier qui s'est tenu le 3 février dans les locaux du Pnud au Galaxy Andraharo, les experts de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi) ont partagé les meilleures pratiques internationales ainsi que leurs expériences dans la mise en place

de zones économiques spéciales, de parcs agroindustriels et de zones similaires dans 27 pays à travers le monde. L'objectif de l'événement était d'identifier des cadres juridiques et institutionnels les plus adaptés à la mise en place des zones d'investissement prioritaires comme

Mangatany, Toliara, Toamasina et Moramanga. Les échanges se portaient sur les étapes nécessaires et sur la mobilisation de toutes les parties prenantes à travers les initiatives fixées. A noter que la tenue de cet atelier entre dans le cadre de la mission des Nations unies dans l'appui au développement de parcs industriels à Madagascar. Le ministère de l'Industrialisation et du commerce (MIC) a participé à cet événement pour appuyer la marche de Madagascar vers l'industrialisation. Il y a eu également la participation de l'EDBM, des divers partenaires techniques et financiers ainsi que le secteur privé. L'EDBM, en tant qu'entité en charge de la promotion et de la facilitation des investissements, a présenté le contexte

global et la situation des différentes initiatives sur les parcs et zones d'investissement prioritaires. « Il a été possible lors de cet atelier d'identifier les étapes à suivre et aussi de définir une feuille de route pour faire avancer le développement industriel à Madagascar », rapporte le MIC. « Nous avons absolument besoin d'un moyen de développer une zone d'investissement, une zone économique spéciale ou une zone d'investissement industrielle » a spécifié le ministre de l'Industrialisation et du commerce, David Ralambofiringa. Il a aussi rappelé la responsabilité de tous les participants réunis au cours de cet atelier par rapport à l'avenir de l'industrie qu'il faut prendre en main et ne pas attendre les autres pour le faire.

Politique monétaire : la BFM maintient ses taux directeurs

ARH. | 05 FÉVRIER | LES NOUVELLES

La Banky foiben'i Madagasikara (BFM) a décidé de maintenir ses taux directeurs, à l'issue de la réunion de son Comité monétaire, hier. Le taux des facilités de prêt marginal reste à 11,50% et celui des facilités de dépôts à 9,50%. Cette décision vise à soutenir l'activité économique tout en évitant une accélération de l'inflation.



« Les conditions monétaires décidées lors de la précédente réunion sont encore appropriées à la conjoncture économique actuelle », indique la BFM dans le compte-rendu de cette réunion, justifiant ainsi cette décision de maintien du corridor de taux d'intérêt.

En 2024, Madagascar a enregistré une croissance économique de 4,4%, portée par le commerce, le BTP et les services. Cependant, le déficit des transactions courantes s'est aggravé à 5,0% du PIB, sous l'effet de la baisse des exportations et de la hausse des importations. Malgré cela, l'ariary est resté relativement stable, grâce à l'afflux de devises liées aux projets de développement.

L'inflation, qui a atteint 8,6% en fin d'année, demeure un défi, alimentée par la hausse des coûts de production des produits locaux. « Des signaux positifs existent, particulièrement la reprise du tourisme, le redressement de certains produits d'exportations et les efforts du gouvernement pour améliorer l'environnement des affaires. L'année 2025 s'annonce incertaine en raison de la persistance des conflits géopolitiques. Dans ce contexte, la résurgence de la volatilité des prix des produits de base, notamment les produits pétroliers et d'autres prix des produits importés, constitue un risque pour l'évolution de l'inflation », note la Banque.

Face à ces incertitudes, la BFM reste vigilante et pourrait ajuster sa politique monétaire en fonction des évolutions économiques. Il s'agit de préserver la stabilité financière et la croissance du pays.

Carburants – Les prix du gasoil et du pétrole lampant en hausse, celui du sans plomb en baisse de 200 ariary

05 FÉVRIER | 2424.MG

Antananarivo, 5 Février, 5h45 – Une nouvelle révision des prix du carburant. Les produits pétroliers ont connu un nouveau changement de prix depuis minuit. Le prix du sans plomb continue toujours de baisser au niveau des stations-services du pays. Le litre s'achète désormais à 5500 ariary contre 5700 ariary auparavant, soit une baisse de 200 ariary par litre. Ce produit a déjà enregistré une baisse de 200 ariary lors de la dernière révision le 18 janvier dernier.

Contrairement au sans plomb, le litre du gasoil a, quant à lui, enregistré une hausse de 130 ariary par litre, selon

le nouveau prix en vigueur depuis minuit. Le prix de ce produit pétrolier, très utilisé par les transporteurs en commun, s'affiche désormais à 4 890 ariary sur le tableau de la pompe contre 4 760 ariary auparavant.

Le gasoil n'est pas le seul produit qui a été frappé par cette hausse. Le pétrole lampant suit aussi cette tendance. Le litre est désormais de 2 630 ariary contre 2 430 ariary auparavant. Cette hausse est déjà prévisible pour ce produit pétrolier après les déclarations faites par les autorités lors du premier Conseil des ministres de l'année le 8 Janvier dernier.

Tour à tour, le président de la République Andry Rajoelina ainsi que le ministre de l'Énergie et des hydrocarbures Olivier Jean-Baptiste ont déjà averti les consommateurs d'une hausse progressive du prix du pétrole lampant jusqu'à ce que la vérité de prix soit obtenue à la fin de cette année. Les autorités avaient indiqué vouloir supprimer les subventions sur ce produit.

Cette nouvelle révision des prix de carburant est la deuxième pour cette année. Les consommateurs devraient s'habituer à un tel mouvement de prix tous les mois avec l'application du mécanisme d'ajustement automatique des prix de carburant. « Les changements des prix devraient intervenir entre le 1er et le 5 du mois », avait annoncé le ministre de l'Énergie et des hydrocarbures, Olivier Jean-Baptiste le 18 janvier.

Le calcul des prix de carburant varie en fonction du cours du baril sur le marché international ainsi que du cours du dollar sur le marché de change. Ce sont les deux

principaux paramètres qui influencent le calcul des prix appliqués à la pompe à Madagascar. À cela s'ajoutent d'autres éléments bien évidemment. Mais l'ajustement des prix, aussi bien à la hausse qu'à la baisse, devrait être plafonné à 200 ariary, et si jamais la variation devait dépasser ce plafond, l'ajustement se fait le mois suivant.

La mise en œuvre du mécanisme d'ajustement automatique des prix des carburants constitue l'un des engagements de Madagascar dans son accord avec le Fonds monétaire international (FMI) sur le programme de Facilité élargie de crédit (FEC). Faute d'avoir procédé à cette réforme durant le deuxième semestre de 2024, Madagascar a vu l'examen de sa première revue par le Conseil d'administration du FMI reporté en début 2025. Le décaissement des deuxième tranches des appuis dans le cadre des programmes FEC et de Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) n'a pas eu lieu en fin novembre comme prévu dans le calendrier de décaissement initial.

Conjoncture économique - Le taux d'inflation sous contrôle

ERIC RANJALAHY | 06 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Statu quo. Dans sa dernière note de conjoncture économique, mise en ligne avant-hier, « le Comité monétaire de la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) a évalué que les conditions monétaires décidées lors de la précédente réunion sont encore appropriées à la conjoncture économique actuelle. Elles devraient permettre aux activités économiques de progresser sans provoquer une accélération de l'inflation dans les prochains trimestres. Le taux des facilités de prêt marginal est maintenu à 11,50%, et celui des facilités de dépôts à 9,50%. Cependant, la volatilité des prix des produits importés constitue un risque pour l'évolution de l'inflation en 2025. Ainsi, BFM reste attentive et prête à agir ».

Ce qui laisse sous-entendre que la BFM pourra intervenir sans attendre le délai de trois mois pour prendre une décision sur ces outils financiers. Ses analystes ont déduit que « concernant l'inflation, l'évolution des prix à la consommation en glissement annuel entre décembre 2023 et décembre 2024 s'élève à 8,6%. L'écart de prévision, soit la différence entre le taux prévu et le taux réalisé, est de -0,4 point de pourcentage. Parmi les principaux éléments influençant la consommation des ménages, le prix du riz a augmenté de 9,4%, contribuant à 20,6% à la variation globale des prix. Les prix de l'énergie ont progressé de 7,9%, avec une contribution de 5,8%. Quant à l'inflation sous-jacente, mesurée à partir du panier de consommation hors riz et hors énergie, elle s'est établie à 8,5%, représentant 73,6% de la hausse générale des prix ».

Le Fonds monétaire international (FMI) a toujours sollicité la BFM de veiller à la pratique de la règle prudentielle et de ne pas réagir de manière excessive face à des situations éphémères pouvant changer du jour au lendemain. De leur côté, les consommateurs ressentent l'impact de l'augmentation des prix sur leurs finances, particulièrement en période de soudure. Il est vrai qu'il existe une différence de conception entre la hausse des prix en valeur absolue et la mesure du taux d'inflation.

Concernant les perspectives, « l'année 2025 s'annonce incertaine avec les conflits prolongés, le changement climatique et la montée des tensions commerciales. Les tensions au Moyen-Orient et en Ukraine continueront de peser sur les prix de l'énergie et des produits alimentaires, rendant les marchés des produits de base particulièrement sensibles. De plus, les prix agricoles pourraient être influencés par les aléas climatiques et les politiques commerciales des grands exportateurs. La transition énergétique et l'essor des véhicules électriques continueront de soutenir la demande pour les métaux stratégiques tels que le nickel et le cuivre. Dans cet environnement économique incertain, l'or devrait rester attractif en tant que valeur refuge. L'inflation mondiale continuerait de décélérer, mais des pressions pourraient réapparaître dans certains secteurs et certaines régions. L'évolution de l'inflation sera déterminante par rapport aux politiques monétaires des banques centrales ».

Prix du carburant - Le sans plomb baisse, le gasoil en hausse

IRINA TSIMIHALY | 06 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les prix des carburants ont été ajustés, avec une hausse pour le gasoil et le pétrole lampant, et une baisse pour l'essence. Cette mesure vise à réduire les subventions publiques et à s'adapter au marché.

Conformément à l'annonce du ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Olivier Jean-Baptiste, les prix des carburants ont été révisés entre le 1er et le 5 février. Depuis hier, une nouvelle modification des tarifs est appliquée

dans les stations-service. Le prix du gasoil a augmenté de 130 ariary, atteignant 4 890 ariary/litre contre 4 760 ariary auparavant.

En revanche, le prix de l'essence a diminué de 200 ariary, passant de 5 700 ariary à 5 500 ariary/litre. Le pétrole lampant a également connu une hausse de 200 ariary, atteignant 2 630 ariary/litre contre 2 430 ariary auparavant. Le ministre a justifié ces ajustements par le poids croissant des subventions publiques. L'État consacrait environ 95 milliards d'ariary par an à la subvention du pétrole lampant, une charge jugée excessive pour les finances publiques.

Adaptation

Madagascar importe 100% de son carburant et doit s'adapter aux fluctuations du marché mondial, influencées par le taux de change et la situation géopolitique. Le ministre a rappelé que ces ajustements s'inscrivent dans le cadre du programme de Facilité Élargie de Crédit (FEC) du FMI, qui vise à limiter les subventions et à réorienter les ressources vers d'autres secteurs prioritaires.

Face à cette hausse du gasoil, certains transporteurs restent prudents. Tsilavina Rafidison, chauffeur de bus de la ligne 129, estime que l'impact reste modéré : « Pour l'instant, nous n'avons pas prévu d'augmenter le prix du transport. Le tarif actuel est encore proche de celui d'avant le premier réajustement, qui était à 4 900 ariary et maintenant à 4 890 ariary. Nous attendons le mois prochain pour voir l'évolution. »

En revanche, la hausse du pétrole lampant inquiète les ménages, notamment ceux qui dépendent de cette source d'énergie pour l'éclairage et la cuisson. Jeanne, mère au foyer, témoigne : « Avec les coupures d'électricité, nous

utilisons davantage le pétrole. Mais avec cette augmentation, les coûts risquent d'être plus élevés, et je n'imagine même pas ceux qui vivent en milieu rural. »



Le ministre a tenu à dissiper certaines idées reçues sur l'approvisionnement en carburant. Malgré l'existence du gisement de Tsimiroro, Madagascar reste totalement dépendant des importations. « Pour l'instant, nous dépendons toujours des importations. Le gisement de Tsimiroro ne peut pas encore nous approvisionner. Son pétrole est trop lourd et ne peut pas être raffiné sur place faute d'infrastructures adaptées », a-t-il précisé.

Pour calmer les inquiétudes, le gouvernement assure que chaque ajustement restera limité à 200 ariary par litre. « Ce n'est pas parce qu'un prix augmente aujourd'hui qu'il augmentera forcément la prochaine fois, et inversement », a rappelé Olivier Jean-Baptiste.

Il reste à voir comment ces ajustements affecteront l'économie et la vie quotidienne des Malgaches dans les mois à venir.

Projet riz hybride : Pour booster la production rizicole

NAVALONA R. | 06 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Le projet riz hybride, qui a été lancé officiellement par le Président de la République Andry Rajoelina dans le district d'Amparafaravola à Alaotra Mangoro, sera mis en œuvre dans 14 régions de Madagascar.

« L'objectif consiste à booster la production rizicole afin de garantir l'autosuffisance alimentaire dans le pays. En effet, il a déjà été prouvé que l'on peut enregistrer un rendement de productivité variant entre 7 tonnes à 10 tonnes par hectare si l'on utilise les semences de riz hybride », a évoqué la Secrétaire d'Etat auprès de la Présidence en charge de la Souveraineté Alimentaire, Tahian'ny Avo Razanamahefa. Toujours dans le cadre de ce projet national inscrit dans la politique générale de l'Etat, le gouvernement ne ménage pas ses efforts pour renforcer son soutien aux agriculteurs pour pouvoir atteindre cet objectif ambitieux. « C'est pourquoi, nous les avons dotés en intrants agricoles. C'est indispensable pour améliorer les rendements de productivité d'autant plus que les paysans en ont grand besoin face aux effets néfastes du changement climatique », tient-elle à préciser.

Exploitation sur 50 000 ha.

Ainsi, 1 400 paysans ont bénéficié chacun de 25 kg/ha de semences de riz hybride, de 300 kg/ha d'engrais NPK, de 100 kg/ha d'urée et de 350 kg/ha d'engrais organiques. Ces bénéficiaires ont exprimé leur gratitude envers le président de la République tout en étant rassurés que leur campagne rizicole sera sauvée malgré le retard des pluies affectant leur repiquage d'autant plus que le riz hybride est une variété à cycle court. Ils espèrent même avoir une meilleure récolte pour cette campagne culturale. Il est à noter que le projet riz hybride sera mené dans quatorze régions, à savoir Alaotra Mangoro, Vakinankaratra, Amoron'i Mania, SOFIA, Boeny, Bongolava, Itasy, Atsimo Andrefana, SAVA, Analanjirofo, Melaky, Analamanga et Menabe. « La variété de riz hybride est adaptée aux conditions climato-pédologiques de ces régions. Dans le cadre de ce lancement officiel de la campagne, nous misons sur l'exploitation des rizières à raison de 50000 ha. Les récoltes des paysans trouveront également preneurs. L'année prochaine, nous prévoyons de faire

une extension en développant le riz pluvial », a fait savoir la Secrétaire d'Etat auprès de la Présidence en charge de la Souveraineté Alimentaire.

Récolte en juin.

En outre, elle a annoncé que la production de semences de riz hybride va démarrer ce mois-ci à Morondava. « La récolte sera attendue en juin prochain. Ce qui permettra aux paysans d'accéder à cet intrant agricole à prix abordable. Au fil du temps, nous n'avons plus besoin d'importer ces semences de riz hybride de Chine. Ce n'est pas tout ! Nous avons mobilisé le secteur privé à installer des usines de production d'engrais organiques dans les zones à forte potentialité en riz en vue de booster la production agricole. Avant tout cela, nous avons renforcé la formation des

paysans bénéficiaires en matière de technique de production de riz hybride. Le « Tranoben'ny Tantsaha » assure également la formation de ses pairs », a-t-elle ajouté. Par ailleurs, des équipements agricoles modernes, tels que des tracteurs, des moissonneuses-batteuses et des décortiqueuses, sont remis aux coopératives agricoles dans le but de réduire le coût de production des exploitants agricoles. « Une chose dont on est sûr, la vulgarisation de ce riz hybride contribue non seulement à améliorer les revenus et le niveau de vie des paysans mais aussi à économiser des devises à la nation car notre dépendance à l'importation en riz diminue. Ce qui permettra de réduire la pauvreté à Madagascar », a réitéré la Secrétaire d'Etat chargée de la Souveraineté Alimentaire, Tahian'ny Avo Razanamahefa.

QMM : A fonds dans l'engagement durable

JEAN RIANA | 06 FÉVRIER | LES NOUVELLES

QIT Madagascar Minerals (QMM) accorde une importance majeure à la protection de l'environnement. Elle s'engage activement dans ce sens et ce bien au-delà de ses sites d'exploitations, notamment à travers le financement d'Agalazaha à Mahabo, un offset de 2.745 ha situé dans le district de Farafangana, région Atsimo Atsinanana.



Ce site est considéré comme une compensation écologique « like for like », car son écosystème de forêt côtière est similaire aux habitats naturels entourant le site minier de Mandena. Le site d'Ampasy Bemangidy d'une superficie de 6.673 hectares géré par Asity Madagascar, situé à Antsofso laboakoho, dans le district de Taolagnaro, représente aussi une compensation « like for not like », car son écosystème de forêt tropicale humide est différent de la zone de QMM, mais riche en espèces endémiques locales et offre des services écosystémiques clés pour la région, à l'image de l'eau. Ces deux sites font partie de la stratégie de QMM visant à atténuer les impacts de l'exploitation minière sur la biodiversité. L'objectif premier de la société est de préserver durablement la biodiversité, tout en promouvant des pratiques de conservation adaptées au contexte local.

Des résultats significatifs

Les actions entreprises à Mahabo-Agalazaha au cours des trois dernières années ont permis d'obtenir des résultats significatifs dont la restauration de 105 ha de terrain, la production de 40.000 plants ainsi que l'installation de 20 km de pare-feux. En outre, 2,5 ha de terres ont été plantés en agroforesterie dynamique et 350 volailles ont été distribuées aux communautés locales.

Des zones protégées ont été établies autour des sites miniers pour éviter les impacts sur la biodiversité dont Mandena (230 ha), Petriky (125 ha) et Ambatoatsinanana à Sainte-Luce (547 ha). Ces zones ont été classées dans la Catégorie V par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et servent de refuges écologiques pour la flore et la faune endémiques.

Les espèces prioritaires (endémiques, menacées) sont inventoriées avant de débiter les opérations minières. Ce qui permet de transplanter les plantes dans des zones sûres et de déplacer les animaux vers des habitats protégés. QMM s'engage également à réparer son empreinte à travers un programme de restauration écologique des forêts et des marais après les exploitations effectuées. En plus de cela, des actions de conservation complémentaires sont aussi menées pour assurer la protection durable des zones concernées, sans oublier les projets d'écotourisme, de reboisement (2.171 ha entre 2021-2023) et la mise en place des initiatives de sensibilisation des communautés locales contribuant à la valorisation et à la préservation des écosystèmes.

Commerce international - Quelques produits soutiennent l'exportation

ITAMARA OTTON | 07 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar fait face à une année incertaine pour ses exportations. Cependant, certains secteurs clés continuent de soutenir la croissance des exportations.

Malgré les fluctuations économiques internationales et un climat d'incertitude, certains secteurs devraient continuer à soutenir les exportations de la Grande Île. Le graphite, les huiles essentielles et le cacao se démarquent comme des produits phares sur le marché international, avec une demande en constante augmentation. Au deuxième semestre de l'année dernière, le graphite a véritablement pris son envol. Madagascar a exporté 63 886 tonnes de ce minerai durant les neuf premiers mois de 2024, soit une augmentation impressionnante de 38,9 % par rapport à 2023, où les exportations s'élevaient à 42 101 tonnes.

La direction générale des Douanes souligne également une hausse de la valeur des exportations, passant de 89 à 124 milliards d'ariary entre 2003 et 2024. Ces performances sont d'autant plus cruciales dans un contexte où les prix du nickel et du cobalt, également des produits miniers d'exportation, sont en baisse en raison des fluctuations des marchés internationaux. Comme le précise la BFM, « les prix du nickel et du cobalt continueraient de se dégrader dans un contexte de surproduction et de diminution de la demande mondiale ».

Rôle essentiel

La relance du secteur aurifère pourrait également jouer un rôle clé dans l'amélioration de la balance commerciale et le renforcement des entrées de devises. En ce qui concerne les huiles essentielles, Madagascar n'exploite pas encore pleinement son potentiel. Actuellement, les exportations ne représentent que 1,3 % du marché mondial, malgré un volume annuel de 44 000 tonnes, avec

95 % de cette production exportée. Cela génère des rentrées de devises significatives pour le pays.



Le cacao est un autre produit emblématique de Madagascar, avec environ 15 000 tonnes exportées chaque année. La qualité exceptionnelle des fèves malgaches, certifiées « Cacao fin à 100 % », leur confère une valeur ajoutée sur les marchés internationaux. Avec le changement climatique qui rend cette culture de plus en plus rare, le cacao pourrait jouer un rôle essentiel dans le maintien des exportations de la Grande Île. Enfin, la Banque centrale prévoit que les flux d'investissements directs étrangers continueront d'affluer, notamment dans les secteurs des télécommunications, de la construction et de l'exploitation minière. En résumé, les opérations d'exportation de Madagascar resteront fortement liées aux dynamiques économiques, tant internes qu'externes.

Énergie solaire : Vers la formation de la 8e promotion du programme BC Madagascar

ANTSA R. | 07 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

La première réunion de l'année du Comité de pilotage du programme Barefoot College Madagascar (BC Mada) s'est tenu au sein du ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures à Ampandrianomby, le 4 février dernier. Lancé en 2012, ce programme forme des femmes issues de zones reculées à l'installation et à la maintenance des équipements solaires. Avec déjà 120 femmes formées, BC Mada s'apprête à accueillir sa 8e promotion. Grâce à cette initiative, plus de 1 850 foyers bénéficient aujourd'hui d'un accès à l'éclairage solaire. La réunion a vu la participation

de représentants de l'ADER, du WWF, de plusieurs ministères et du BC Mada. Le 7 février prochain, des discussions auront lieu avec les partenaires locaux et les associations souhaitant s'impliquer dans le projet, poursuivant ainsi l'objectif d'étendre l'accès à l'énergie solaire aux communautés les plus isolées de Madagascar.

Suspension des aides : Une opportunité pour l'indépendance énergétique, selon l'AEC

ANTSA R. | 07 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

L'examen de l'aide internationale annoncé par l'administration Trump représente, selon NJ Ayuk, président de l'African Energy Chamber (AEC), une victoire pour l'Afrique. Il appelle les nations africaines à rejeter les aides et subventions qui entravent le développement du secteur pétrolier et gazier, et à privilégier une approche axée sur le marché libre pour stimuler leur croissance économique. L'Afrique fait face à une crise énergétique majeure, avec des millions de foyers privés d'électricité. Pour NJ Ayuk, l'augmentation de la production de gaz pourrait non seulement réduire ce déficit énergétique, mais aussi générer des milliers d'emplois à travers le continent. L'histoire récente a montré que l'afflux massif d'aide étrangère, bien qu'ayant des objectifs louables, a souvent eu des effets pervers, alimentant la corruption et freinant le développement économique durable.

Exploitation des ressources

Depuis 1960, plus de 2 600 milliards de dollars ont été injectés en Afrique sous forme d'aide, sans pour autant éradiquer la pauvreté. Entre 1970 et 1998, période de forte augmentation de l'aide, le taux de pauvreté est passé de 11 % à 66 %. De nombreux projets d'aide, notamment agricoles, ont échoué, laissant les pays africains dans un cercle vicieux de dépendance économique. L'exemple du projet « Mils Mopti » au Mali illustre cet échec : malgré un investissement de 10 millions de dollars par l'USAID, la production de céréales n'a pas connu d'essor significatif en raison des prix fixés par le gouvernement, qui ont dissuadé les agriculteurs d'augmenter leur production. NJ Ayuk plaide pour une indépendance économique fondée sur l'exploitation des ressources énergétiques locales, permettant ainsi aux nations africaines de s'émanciper des financements extérieurs et de favoriser un développement durable et maîtrisé. Selon lui, l'Afrique doit cesser d'être un réceptacle passif de l'aide internationale et prendre en main son propre destin énergétique et économique.

Industrialisation : Priorité au démarrage de la sucrerie de Mahatalaky

R. EDMOND. | 07 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

L'Anosy figure les régions qui disposent d'une énorme potentialité industrielle. Le ministère de l'Industrialisation et du Commerce prend les dispositions pour une meilleure exploitation des produits destinés à la transformation industrielle.

C'est le cas notamment de la filière sucre qui a été l'objet de la descente effectuée la semaine dernière par le ministre David Ralambofiringa.



Mise en œuvre rapide

Une occasion pour le premier responsable du secteur industrie de visiter l'unité sucrière de Mahatalaky. Mise en place depuis presque un an, cette sucrerie n'est pour le moment pas fonctionnelle à 100%. Réalisée avec des responsables de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industrielle (ONUDI), et en collaboration avec les autorités locales, cette visite a permis, d'identifier les blocages, en vue de la mise en œuvre rapide des mesures qui permettront de démarrer l'usine

de Mahatalaky, dans les meilleurs délais. On rappelle que la sucrerie de Mahatalaky qui est située à 43 km de Tolagnaro dispose d'une capacité de production de 30 tonnes de sucre par jour et peut fonctionner pendant 150 jours par an. Le projet travaille avec une coopérative de production de canne à sucre, composée d'une centaine de paysans membres une trentaine d'hectares dont 15 Ha sont spécifiquement réservés à des produits-bio. Un bel exemple de la stratégie d'industrialisation basée sur des produits agricoles porteurs dans tous les districts du pays, en somme.

Rôle économique

C'est d'ailleurs dans cette perspective d'industrialisation de masse que le ministre David Ralambofiringa a visité une unité de production de miel, toujours à Taolagnaro. La séance de travail qu'il a tenue avec les responsables de cette miellerie était pour le ministre de tutelle de sensibiliser les attributaires du marché de cette usine de l'ODOF pour accélérer sa mise en effectivité. Le ministre a promis de prendre les dispositions pour que la miellerie puisse être opérationnelle au mois de mars 2025. Le ministre a également visité une unité d'exploitation de baies roses, une autre filière qui fait la renommée de la région Anosy et dont le rôle sur l'économie régionale et nationale n'est plus à démontrer.

Collecte et gestion de déchets : lancement de “Recycle Now”

TIANA RAMANOELINA | 07 FÉVRIER | LES NOUVELLES

La Société de Tri, de Compactage et de Valorisation (STCV) continue d’apporter sa pierre à l’édifice dans la gestion de déchet à Antananarivo. En début de semaine, une application mobile appelée “Recycle Now” a été lancée.

Cette application permet de collecter les déchets plastique des ménages à Antananarivo. La nouvelle démarche se veut être durable. En effet, en partenariat avec Mbike Logistic, la collecte se fait à l’aide de vélo-bennes. Une solution de transport qui réduit l’empreinte carbone. “La gestion de déchets à Antananarivo a de multiples enjeux, que ce soit par rapport à la pollution de l’air, de l’eau et de la terre”, alerte Gaëlle Randriamanana Pless, directrice de STCV. “Au niveau mondial, la production de plastique ne cesse de s’accroître. Elle est estimée à un milliard de tonnes par an. D’ici 2040, le volume de déchets plastiques est estimé à 600 millions de tonnes par an”, poursuit-elle. La situation relève même de l’urgence. D’après les données du Ministère de l’Eau, de l’Assainissement et de l’hygiène, la ville d’Antananarivo produit 1.500 tonnes de déchets par jour. Les 600 tonnes sont déversées à Andralanitra sans le moindre traitement, confinement ou valorisation. Les 900 tonnes restantes sont éparpillées n’importe où. D’ailleurs, des décharges peuvent vite se former dans plusieurs endroits de la capitale.

C’est ainsi que, dans le cadre de ses activités, STCV a entrepris de recycler les plastiques. Et ce nouveau service, “Recycle Now”, cible les ménages qui sont conscients du danger qui plane.

Pour ce faire, il faut au préalable effectuer un tri, car seuls les déchets plastiques et en aluminium non souillés sont

acceptés. Moyennant dix mille ariary, les déchets à collecter seront ensuite conditionnés dans un sac en plastique d’une contenance de 50 kilos. Par la suite, ils seront traités et recyclés par la STCV. De plus, un système de traçabilité digitalisé permet aux utilisateurs de suivre l’impact environnemental de leur action.



“Recycle Now”, initiative lancée par STCV, en collaboration avec Mbike Logistic, bénéficie du soutien de plusieurs entités comme la Commune Urbaine d’Antananarivo, Cap Digital, l’Institut Paris Région et la Région Ile-de-France. Depuis quelques années, STCV est devenue un acteur clé de l’assainissement de la ville d’Antananarivo. Parallèlement, elle accompagne les entreprises et organisations privées dans leur démarche et pratiques durable.

Taux d’inflation 2025 : des perspectives contrastées

ARH. | 07 FÉVRIER | LES NOUVELLES

L’Enquête de Conjoncture auprès des Entreprises (ECE), réalisée au niveau de la Banky foiben’i Madagasikara (BFM) l’année dernière, révèle que deux tiers des entreprises anticipent une inflation comprise entre 7,0% et 10,0% en décembre 2024. Mais dans sa « Note de conjoncture économique », publiée en début de semaine, la BFM présente un scénario plus optimiste.

Près de deux tiers des entreprises participant à cette enquête, estiment que les prix pourraient dépasser les 10 % dès juin 2025. Cette analyse est partagée par les banques locale, qui tablent sur une stabilisation de l’inflation entre 7,0% et 10,0% jusqu’à la mi-2025.

Mais selon les résultats d’une enquête menée par la Banky Foiben’i Madagasikara et les récentes prévisions du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque africaine de

développement (Bad), les prévisions d’inflation pour 2025, sont estimées à 7,3% à Madagascar, laissent entrevoir une stabilisation économique progressive,

La Banque centrale prévoit même « une décélération de l’inflation, qui s’établirait à 8,0% pour l’ensemble du panier de consommation et à 7,8% pour le panier sous-jacent en juin 2025 ».

Vers la fin de l’année, ces taux pourraient encore diminuer pour atteindre respectivement 7,3% et 7,4%, sous réserve d’une baisse des prix internationaux du pétrole et du riz, ainsi que d’une amélioration des conditions économiques. Et cela rejoint les prévisions du FMI, avec une baisse progressive du taux d’inflation annuel, estimé à 7,3% en 2025, après un recul à 7,2% en 2024. Cette amélioration devrait être soutenue par une accélération

de la croissance économique, projetée à 4,6% pour 2025, et une maîtrise du déficit des transactions courantes, attendu sous la barre des 5% du PIB.

Tendances actuelles

Sur le plan des tendances actuelles, l'évolution des prix à la consommation entre décembre 2023 et décembre 2024, a affiché une hausse de 8,6%. Toutefois, un écart de -0,4 point de pourcentage, est observé entre le taux prévu et le taux réalisé.

Le prix du riz, produit de base pour les ménages, a grimpé de 9,4%, contribuant à 20,6% de l'inflation globale. Les prix de l'énergie ont également augmenté de 7,9%, pesant à hauteur de 5,8% sur la hausse générale des prix.

L'inflation sous-jacente, qui exclut les prix du riz et de l'énergie, est estimée à 8,5%, représentant 73,6% de l'inflation totale. Face à ces tendances, les perspectives demeurent incertaines, entre craintes d'une nouvelle flambée des prix et espoir d'un ralentissement progressif de l'inflation d'ici fin 2025.

Les projections globales annoncent qu'à court terme Madagascar pourrait parvenir à contenir l'inflation autour de 7%, avant une stabilisation autour de 6% à moyen terme, avec comme condition, un environnement économique favorable et la poursuite des réformes structurelles pour renforcer la résilience du pays face aux chocs.

Et, la Bad partage cet optimisme, tablant sur une croissance économique de 5,3% en 2025, portée par le secteur minier, la reprise du tourisme et la hausse des investissements publics. Ces facteurs combinés à une politique monétaire restrictive, devraient ramener l'inflation à 8,1% en 2024 puis à 7,3% en 2025, selon la Bad.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

